



**NOTRE AMBITION, NOTRE APPROCHE**



**NGOUDA Fall Kane**  
**Président de ACCA**



**ACCA**  
**ALLIANCE CONTRE LE CRIME**  
**ORGANISÉ EN AFRIQUE**

L'insistante et inquiétante poussée du crime organisé en Afrique, les liens toujours plus étroits et nombreux entre entités criminelles et terroristes, appellent des personnalités africaines, d'abord de l'Afrique de l'Ouest, à réagir et s'organiser pour combattre ces fléaux qui gangrèment nos sociétés, hypothèquent nos économies et qui risquent d'obstruer l'avenir des générations futures.

Nous signataires du présent document (*dont la liste figure ci-après*) sommes toutes persuadées, nous fondant sur divers systèmes juridiques du monde, que l'émancipation véritable des peuples d'Afrique dépendra à la fin du génie propre des enfants de ce continent.

Nous sommes convaincus que la paix et le développement de l'Afrique dépendent de la pertinence et de l'efficacité des politiques de prévention et de contrôle du crime y étant instaurées.

C'est pourquoi nous avons souscrit à l'urgent besoin d'une association concevant et menant dans la clarté des actions visant à analyser, dénoncer et combattre, les diverses criminalités dont pâtit l'Afrique. Sous ce rapport, l'enjeu vital est de fonder cet outil expert, impliquant fortement des praticiens de la lutte contre le crime organisé, des universitaires et chercheurs, dans le respect des valeurs et normes juridiques universelles.



## **LES FONDATEURS D'ACCA ET PREMIERS SIGNATAIRES DE CETTE DÉCLARATION SONT :**

**Président** : Ngouda Fall KANE, ancien Inspecteur Général d'Etat, ancien Secrétaire général du Ministère de l'économie et des finances du Sénégal, ancien Président de la CRF (Cellule de Renseignement Financier) Sénégal, ancien PGT (Payeur Général du Trésor), ancien RGT (Receveur Général du Trésor), DES en Economie et DESS en banque et finances ;

**Secrétaire Général** : Cheikh DIOP, Commissaire Principal aux Enquêtes Economiques et à la coopération, ancien Inspecteur Général des Finances pendant 30 ans ;

**Trésorier** : Mountaga Dioume TALL, diplômé d'Etudes Supérieur en Assurance, Chef du Bureau d'Analyse de la CRF Sénégal ;

**Secrétaire aux affaires scientifiques et pédagogiques** : Moustapha KA, Magistrat, Directeur Adjoint des affaires Criminelles et des Grâces, ministère de la justice du Sénégal, Membre des Chambres Africaines chargées du jugement de l'ancien Président Hussein Habré ;

**Secrétaire aux relations internationales et partenariats** : Général de Brigade Ibrahima Gabar DIOP, ex-Directeur Général du Centre d'Orientation Stratégique (COS) du Sénégal ;

**Secrétaire à la documentation et l'information** : Amadou DIALLO : Magistrat, ancien Directeur des affaires Criminelle et des Grâces, Avocat Général à la cour suprême.

Appelés à être rejoints par d'autres personnalités de même qualité, issues de pays voisins et amis, nous fondateurs souhaitons, et œuvrerons pour que, le dialogue voulu par ACCA suscite des colloques internationaux et séminaires incluant experts et médias, dans un esprit de constante coopération entre universitaires et chercheurs de divers continents. Une telle démarche nécessitera de nouer des liens durables avec des entreprises nationales et internationales sensibles aux ravages du crime organisé et du terrorisme qui s'en nourrit ; et de coopter d'une part, comme membres d'honneur des personnalités reconnues pour leur



sens élevé de la justice, de l'éthique, et leur constant et durable combat contre ces fléaux qui secouent le monde et d'autres parts, comme partenaires institutionnels, les entreprises nationales, internationales, les associations et autres organismes présent dans ce combat.

## **COMMUN DIAGNOSTIC DES FONDATEURS D'ACCA, PREMIÈRE APPROCHE**

De longue date, le continent africain souffre dans son développement économique, malgré ses richesses d'une part et d'autre part de la disponibilité manifeste de l'économie internationale en terme d'investissements directs étrangers, d'appui financier et technique. Or ces difficultés s'accroissent aujourd'hui : pauvreté des populations, donc malnutrition, maladies endémiques, chômage chronique des jeunes, précarité financière et vulnérabilité socio économique des femmes.

Cette image désolante du continent africain, notamment de l'Afrique de l'Ouest, s'aggrave du fait de gouvernants peu soucieux de leur peuple et de leurs pays. S'y associent des politiques économiques et sociales inadaptées, une gestion douteuse de leurs ressources financières et naturelles. Le Nigéria, l'ex-Zaïre-Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la Guinée-Conakry, etc., témoignent de cette réalité. Cette triste conjugaison maintient l'Afrique dans l'instabilité politique et économique, générant guerres, massacres et coups d'Etat ; autant de facteurs qui favorisent les migrations des bras valides du continent vers l'Europe et l'Amérique et dont certains ont pour sépultures les éphémères vagues de la Méditerranée. La mondialisation y favorise en outre le progrès du crime transnational, d'abord en Afrique de l'Ouest et au Maghreb.

Concernant le terrorisme, dès 2007, al-Qaïda d'Oussama Ben Laden s'est déployé au Maghreb sous le nom d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique). Comptant quelque 800 combattants infiltrés entre l'Algérie, le Mali, la Mauritanie, la Tunisie, la Lybie, le Niger, le Burkina Faso, ce groupe terroriste visait d'abord à instaurer au Sahel un « califat islamique » fondé sur la Charia. Aujourd'hui, Daesh, Aqmi et autres islamistes se rejoignent au nom de l'Etat Islamique au grand Sahara (EIGS) pour affronter le G5 Sahel (Mauritanie, Mali,



Burkina Faso, Niger et Tchad, appuyés par la France) voué à les combattre. Hors du Sahel, sévit au lac Tchad Boko Haram dirigé par Abubakar Shekau, rallié à l'Etat Islamique (EI). Déstabilisant le géant Nigérian, il menace aussi les pays du G5.

Outre les menaces et actes terroristes la visant (exemple, le Mali) avec ses alliés, l'Afrique est devenu à présent un carrefour de la drogue, avec d'énormes saisies de cocaïne et de cannabis. De plus une marée de médicaments contrefaits y ravage la santé des populations ; ce, hors de toute sérieuse législation répressive et/ou préventive.

Encore, la corruption hypothèque les économies et l'avenir des populations africaines. Le cas d'un fils de président s'étant vu saisir en France ses biens immobiliers et mobiliers; et la récente affaire décelée au Sénégal et publiée par la BBC, qui met en cause pour corruption et détournement de deniers Publics, un Roumano-Australien et une personnalité politiquement exposée dans « l'affaire Petrotim Limited » et qui, semble-t-il, aurait privé le trésor du Sénégal de **9,14 milliards d'Euro**; témoignent, avec d'autres infractions analogues(Guinée, Nigéria, Togo, Bénin etc.) de la force du crime financier en Afrique.

Enfin, il faut mentionner l'action corruptrice de certains pays d'Asie et d'Europe de l'Est, raflant la plupart des marchés publics africains pour offrir ensuite des prestations défectueuses ou déversant sur l'Afrique les produits contrefaits rejetés par l'Europe, au point de détruire les tissus industriels locaux.//

**Dakar, le 03 Septembre 2019**